

## TENDANCES RÉCENTES et NOUVELLES DROGUES

Décembre 2014

Auteurs :

Grégory Pfau,  
Catherine Pequart  
(Association  
Charonne)

### Les phénomènes marquants en 2013

#### Une accessibilité en hausse de l'héroïne dans les cités de banlieue

Dans Paris *intra muros*, l'héroïne est un produit relativement peu disponible. Ainsi, le marché dit de « rue » est dominé par la revente de médicaments opiacés (Subutex®, Skenan®), tandis que dans l'espace festif les consommations sont marginales. Pour s'approvisionner les usagers parisiens doivent se déplacer en banlieue où certaines cités sont spécialisées dans la vente d'héroïne brune, voire blanche. Cependant, en 2013, même si la situation n'a pas fondamentalement changé, il semble que l'héroïne en Île-de-France soit plus accessible dans un contexte où les teneurs sont supérieures à celles du reste de la France<sup>1</sup>. Une accessibilité rendue possible par une adaptation des revendeurs à la paupérisation des usagers du fait de la crise économique. Ainsi, les dealers peuvent proposer des demi-grammes (20 €) ou des quarts de gramme (10 €), rendant le produit un peu plus abordable. Du côté de l'offre, et ce de-

puis la fin de la pénurie observée en Europe en 2011, il semblerait que les grossistes et semi-grossistes appliquent une pression sur les revendeurs pour écouler leurs stocks.

#### Une baisse globale du marché des médicaments

Le marché parallèle de médicaments (benzodiazépines et opiacés) reste très implanté dans le nord de Paris. Cependant, l'observation ethnographique dans l'espace urbain note une diminution de la disponibilité des grandes spécialités recherchées par les usagers (Subutex®, Skenan®, méthadone, Valium®, Rivotril®). L'année 2013 a même été marquée par des périodes de pénurie importantes de Skenan® ayant pour conséquence une fluctuation inhabituelle du prix de la gélule de 100 mg, pouvant osciller entre 5 euros et 15 euros certains dimanches. La mise en place des ZSP (Zone de sécurité prioritaire), les meilleurs contrôles de la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) et l'évolution des règles de prescription/

<sup>1</sup>. D'après la dernière étude SINTES portant sur les produits revendus comme héroïne, l'Île-de-France est la région de France où la teneur médiane en héroïne est de loin la plus élevée (15 % contre une médiane nationale de 4 %). Les teneurs en équivalent héroïne peuvent varier considérablement (de 0 à 46 % en 2011 en Île-de-France) d'un lieu de vente à l'autre, sur une période donnée ou d'une période à l'autre sur un lieu donné, majorant le risque de surdose opiacée.

délivrance expliquent probablement cette évolution. En revanche, il est difficile de dire si cette situation s'explique par un lien de causalité avec la meilleure accessibilité de l'héroïne.

### Dissémination du crack

Les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> arrondissements restent les deux zones de Paris où l'on peut observer des scènes ouvertes de consommation et de revente. La mise en place, depuis 2012, des ZSP dans certains quartiers de ces deux arrondissements a favorisé, du fait d'une présence policière accrue, une diffusion des lieux de revente, notamment dans les sous-sols de plusieurs lignes de métro. Par ailleurs, on observe une baisse des prix du crack en 2013. Même si le prix le plus souvent cité du « caillou » reste à 20 €, les usagers peuvent s'en voir proposer à des prix oscillant entre 10 et 15 €. À l'instar de ce qui a été décrit pour l'héroïne, les dealers s'adaptent à la paupérisation de leur clientèle. Parallèlement à cette accessibilité en hausse, on note une diversification des profils des usagers de crack. Ainsi, un éventail plus large qu'avant de la population (des plus précaires aux très insérés) est observé sur les lieux de revente. Ce constat est d'autant plus visible en 2014 que le démantèlement du réseau de revente de crack implanté dans une cité du XIX<sup>e</sup> arrondissement, où cette clientèle était très présente, a occasionné un retour sur les scènes de revente traditionnelles du nord

parisien. Pour les plus insérés, le recours à l'achat direct de crack s'expliquerait par la volonté de s'approvisionner à moindre coût en cocaïne basée. Par ailleurs, dans les CAARUD (Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues), une diversification des profils d'usagers de crack est également à l'œuvre avec la plus grande visibilité de migrants originaires de l'est de l'Europe, habituellement consommateurs d'opiacés en injection. En outre, l'ethnographie rapporte des reventes par les usagers de kit base, lesquels peuvent atteindre, à des endroits où à des heures où les structures de RDR (Réduction des risques) ne sont pas présentes, jusqu'à 20 € (le prix d'un « caillou » de crack).

### De nouvelles modalités de trafic

Depuis deux ans de nouvelles formes de trafic sont de plus en plus visibles. Les services en charge de la répression du phénomène évoquent notamment l'apparition de « plateformes téléphoniques », notamment pour la cocaïne, qui permettent aux usagers d'être livrés à domicile sur simple appel. Il semble que cette modalité concerne également la résine et l'herbe de cannabis, produits les plus consommés à Paris, avec l'apparition de « coursiers » aux techniques de marketing élaborées (sms promotionnels). Le phénomène s'explique aussi par le fait les réseaux revendeurs de cocaïne adjoignent de plus en plus le cannabis, voire la MDMA.

## Les lignes de force toujours en vigueur

### Une image contrastée de la cocaïne

La cocaïne conserve chez les usagers des milieux urbain et festif commercial son image de « bon » produit, qui n'induit pas de dommages majeurs à court terme, ni de conséquences négatives sur la qualité des activités en cours (travail, interactions sociales, etc.). La cocaïne, pour beaucoup d'usagers, favoriserait l'attention et l'endurance (pendant le temps festif, au travail comme durant les rapports sexuels). La banalisation du produit s'exprime de manière ostensible dans certains bars de Paris où elle est sniffée ouvertement. En revanche, il semble que le milieu festif alternatif se tourne de plus en plus vers d'autres produits (kétamine, amphétamine, MDMA voire drogues de synthèse achetées sur Internet). Les usagers issus de la scène alternative se « plaignent » en effet de la baisse de la qualité de la cocaïne, dont il est vrai qu'elle varie grandement en fonction des réseaux d'approvisionnement. Face à cette possible désaffection, certains revendeurs tendent à « recomparer » la cocaïne afin de faire croire que le lot vendu est en provenance directe des pays producteurs,

et donc de qualité supérieure. En témoignent les saisies croissantes, rapportées dans le cadre du groupe focal « police », de presses hydrauliques à Paris, lesquelles ne semblent plus réservées exclusivement, du fait notamment de la facilité d'accès (commandes via Internet), à des réseaux criminels de haut niveau.

### La MDMA, un produit en vogue

La MDMA est « le » produit en vogue dans le milieu festif (commercial, gay, alternatif). Elle est vendue sous forme de poudre/cristaux, au gramme (60 €) ou à l'unité de prise (« parachutes », gélules à 10 € l'unité) que les usagers avalent ou boivent, diluée dans de l'alcool. Le sniff est plus rare du fait des dommages possiblement occasionnés aux cloisons nasales. Les modalités de consommation ne cessent d'ailleurs de se diversifier. Ainsi, en 2013, l'apparition d'expérimentations de consommation de MDMA par voie fumée, selon une technique similaire à la « chasse au dragon » (réservée jusqu'alors de rares consommateurs d'héroïne brune), est rapportée par des observateurs de l'espace festif

alternatif. En outre, sa disponibilité est marquée au point même que l'on assiste à des phénomènes émergents de revente de rue. L'année 2013 marque aussi la réapparition de la forme « comprimé » (ecstasy). Cette présentation galénique, qui véhiculait une mauvaise image jusqu'en 2011-2012, semble redevenir une forme acceptable aux yeux des usagers, voire un gage de produit fortement dosé. Ces « nouveaux comprimés » ne se différencient plus par de simples logos comme ce fut le cas dans les années 1990-2000 mais par des formes en trois dimensions (fantômes, dominos...) et de couleurs vives.

### Le prix des drogues à Paris (Baromètre-Prix 2013\*)

(Pour les substances non marquées d'un \*, la source provient des questionnaires CAARUD)

Héroïne*	43 €/g
Subutex® (8 mg)	3-5 €
Méthadone (60 mg)	5 €
Sulfates de Morphine (100 mg)	5 €
Cocaïne*	68 €/g
MDMA*	62 €/g
Ecstasy (cp)*	7,5 €
Speed	15 €/g
LSD*	10 €
Kétamine*	44,5 €/g
Cannabis*	8 €/g (résine) 10,7 €/g (herbe)

Source : TREND, questionnaires CAARUD/festif 2013

## Focus sur d'autres points

### Nouveaux produits de synthèse

Apparues aux alentours de 2008, les appellations « nouveaux produits de synthèse » (NPS), « nouvelles substances psychoactives » ou « RC » (Research Chemicals) désignent un éventail hétérogène de substances qui imitent les effets de différents produits illicites (ecstasy, amphétamines, cocaïne, cannabis, etc.). Les produits

disponibles à la vente sur Internet et présentés comme « nouveaux » sont de nature très variables et le nombre de sites les proposant est en pleine expansion<sup>2</sup>.

En 2013, le site de Paris n'observe pas d'augmentation nette de la consommation de ces produits ni même plus globalement d'amélioration de leur notoriété. En revanche, la variété des profils de consommateurs semble, elle, en augmentation, du slamer injecteur de cathinones au teuffer ayant recours à Internet pour expérimenter de nouvelles substances en passant par le psychonaute érudit, très actif sur les forums, explorant de nouveaux produits, usages, préparations et modes de consommation, voire élaborant de nouveaux messages de RDR adaptés à la consommation de ces produits. Les CAARUD commencent aussi à être confrontés aux usages de ces substances. Par ailleurs, des cas d'arnaques aux « RC » (confirmés par des analyses), notamment dans l'espace festif, ont été rapportés ces dernières années, laissant penser que ces produits intéressent aussi des revendeurs... Des usagers ont ainsi expérimenté de nouvelles drogues synthétiques à leur insu (25 I-nbome ou 2CP revendu à la place du LSD ; méthoxétamine revendue à la place de la kétamine...).

### Les NPS et le milieu gay

Certaines consommations de NPS sont observées plus spécifiquement dans le milieu homosexuel et notamment au sein des « sexers ». Les « sexers » sont des personnes qui ont adopté la pratique du slam, décrite par le dispositif TREND Paris dès 2009. Ils ne sortent pas ou peu et organisent de façon plus ou moins improvisée des soirées sexuelles à domicile en recrutant leurs partenaires via Internet. Les NPS les plus consommés sont les cathinones (en injection) en association avec du GHB/GBL et de la cocaïne, laquelle est le plus souvent sniffée. Ces personnes possèdent des connaissances très restreintes des produits qu'ils consomment et des risques associés. Elles constituent un sous-groupe de l'espace festif gay, en opposition aux « clubbers ». Les « sexers » sont certainement les usagers de « RC » les plus visibles à Paris en 2013, via l'hôpital (incidents somatiques et psychiatriques) et leurs ELSA (Équipe de liaison et de soins en addictologie) d'une part et le milieu associatif spécialisé d'autre part.

2. L'OEDT (Observatoire européen des drogues et des toxicomanies) a recensé 630 sites de vente en ligne en juillet 2011 et 690 en janvier 2012. Par ailleurs, 115 NPS ont été identifiés au moins une fois en France depuis 2000 et le nombre d'identification est en constante augmentation depuis 2008. Quarante-vingt un NPS ont été identifiés dans l'Union Européenne en 2013.



## Le dispositif TREND national et local

Le dispositif TREND mis en place par l'OFDT s'inscrit en complément des grandes sources traditionnelles d'information quantitatives (enquêtes Baromètres santé de l'INPES, ESCA-PAD...). En termes de population, TREND s'intéresse essentiellement aux groupes particulièrement consommateurs de produits psychoactifs. En termes de produits, il est orienté en priorité en direction des substances illicites ou détournées, à faible prévalence d'usage, lesquelles échappent généralement aux dispositifs d'observation classiques en population générale. Dans ce cadre, six thématiques principales ont été définies, qui structurent les stratégies de collecte et d'analyse des informations : les groupes d'utilisateurs de produits ; les produits ; les modalités d'usage de produits ; les dommages sanitaires et sociaux associés à la consommation de drogues ; les perceptions et les représentations des produits ; les modalités d'acquisition de proximité.

L'analyse des données du site TREND Paris repose sur une triangulation de l'information provenant de cinq sources indépendantes :

- L'ethnographie de terrain (trois ethnographes spécialisés dans leur milieu d'investigation spécifique : urbain/festif alternatif techno/gay).
- Les questionnaires qualitatifs (remplis annuellement par huit structures de première ligne d'Ile-de-France : Charonne, Médecins du Monde (Mission ERLI), Sida Paroles, Ego, STEP, Aides 75, Nova Dona, Gaïa).
- Le groupe focal « utilisateurs de drogues ».
- Le groupe focal sanitaire regroupant des professionnels du soin médical exerçant en CSAPA ou en structure hospitalière (ELSA, unité d'addictologie, etc.).
- Le groupe focal « Police » réunissant les représentants des différentes unités de chaque arrondissement de Paris et la Brigade des stupéfiants.

*Une pensée particulière pour Jimmy Kempfer, décédé en octobre 2014, qui pendant des années a travaillé comme ethnographe pour le réseau TREND de Paris.*

**Directeur de la publication** / François Beck

**Coordination rédactionnelle** / Michel Gandilhon et Julie-Emilie Adès

**Pôle TREND-OFDT** / Agnès Cadet-Taïrou, Michel Gandilhon, Magali Martinez, Thomas Néfau

**Remerciements** : Vincent Benso, Malika Amaouche, Tim Madesclaire, Yaëlle Dauriol (Observation ethnographique), Olivier André, Fatima Jappont, Gina Zozor (Préfecture de Paris).

**Conception graphique et réalisation** / Frédérique Million (OFDT)

### OFDT

3, avenue du Stade de France  
93218 Saint-Denis La Plaine cedex  
Tél. : 01 41 62 77 16  
e-mail : ofdt@ofdt.fr

### Association Charonne

3, quai d'Austerlitz  
75013 Paris  
Tél. : 01 48 07 57 00  
e-mail : gregory.pfau@charonne.asso.fr